Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 134

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Lunedì, 13 giugno 1955

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510 Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510 Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA — presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni — via XX Settembre — Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 — Firenze, via Cavour n. 46 r — Napoli, via Chiaia n. 5 — Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1955

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 marzo 1955, n. **471.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale per la protezione delle piante, firmata a Roma il 6 dicembre 1951.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale per la protezione delle piante, firmata a Roma il 6 dicembre 1951.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 marzo 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Convention internationale pour la protection des végétaux

PREAMBULE

Les Parties contractantes, reconnaissant l'utilité d'une coopération internationale dans la lutte contre les maladies et les ennemis des végétaux et des produits végétaux, et particulièrement contre l'introduction et la propagation de ces maladies et ennemis au-delà des frontières nationales, désireuses d'assurer une étroite coordination des mesures visant à ces fins, sont convenues de ce qui suit:

Article I

Objet et obligations

1. En vue d'assurer une action commune et efficace dans la lutte contre l'introduction et la propagation des maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux et en vue de promouvoir l'adoption de mesures à cet effet, les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures législatives, techniques et réglementaires spécifiées dans la présente Convention et dans les accords complémentaires adoptés par les Etats contractants en vertu de l'Article III.

2. Chaque Etat contractant s'engage à veiller, sur son territoire, à l'application des mesures prescrites par la présente Convention.

Article II

Champ d'application

1. Dans la présente Convention, le terme « végétaux » désigne les plantes vivantes et parties de plantes vivantes, y compris les semences dont les Etats contractants jugent nécessaire de contrôler l'importation en vertu de l'article VI de la présente Convention ou de certifier l'état phyto-sanitaire en vertu de l'article IV, paragraphe 1, alinéa (*a*), sous-alinéa (*iv*), et de l'article V de la présente Convention; le terme « produits végétaux » désigne les produits non manufacturés et moulus d'origine végétale, y compris les semences non visées par la définition du terme « végétaux ».

2. Les dispositions de la présente Convention peuvent également s'appliquer, si les Etats contractants le jugent utile, aux entrepôts, récipients, moyens de transport, matériel d'emballage et autres matériaux de tout ordre accompagnant les plantes, tels que la terre, qui interviennent dans le transport international des végétaux et produits végétaux.

3. La présente Convention vise particulièrement les maladies et ennemis des végétaux qui présentent de l'importance dans le commerce international.

Article III

Accords complémentaires

1. Des accords complémentaires applicables à des régions particulières, à des maladies ou ennemis déterminés, à des végétaux et produits végétaux spécifiés ou à certains modes de transport international des végétaux et produits végétaux, ou des accords complémentaires tendant d'une autre manière à l'application des dispositions de la présente Convention, peuvent être élaborés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (désignée ci-après, sous la dénomination de « F.A.O. »), soit sur la recommandation d'un Etat contractant, soit de sa propre initiative,

afin de résoudre, en matière de protection des végétaux, des problèmes spéciaux réclamant une attention ou des solutions particulières.

2. Tout accord complémentaire de cette nature entrera en vigueur, pour chaque Etat contractant, après avoir été accepté conformément aux dispositions de l'Acte constitutif et du Règlement intérieur de la F.A.O.

Article IV

Organisation nationale de la protection des végétaux

1. Chaque Etat contractant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour organiser, dans le plus bref délai, et dans la mesure de ses possibilités:

(a) une organisation officielle de la protection des végétaux, principalement chargée:

(i) de l'inspection des végétaux sur pied, des terres cultivées (y compris les champs, les plantations, les pépinières et les serres) et des végétaux et produits végétaux emmagasinés ou en cours de transport, en vue particulièrement de signaler l'existence, l'apparition et la propagation des maladies et ennemis des végétaux et de lutter contre ces maladies et ennemis.

(ii) de l'inspection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l'objet d'échanges internationaux, et, dans la mesure du possible, de l'inspection d'autres articles ou produits transportés faisant l'objet d'échange internationaux dans des conditions telles qu'ils peuvent être occasionnellement les véhicules de maladies et d'ennemis des végétaux, et produits végétaux, de l'inspection et de la surveillance des installations d'emmagasinage et des moyens de transport de tout ordre intervenant dans les échanges internationaux, qu'il s'agisse de végétaux et produits végétaux ou d'autres produits, en vue particulièrement d'empêcher la propagation au-delà des frontières nationales de maladies et ennemis de végétaux et produits végétaux;

(iii) de la désinfestation ou de la désinfection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l'objet d'échanges internationaux, ainsi que des récipients, installations d'emmagasinage et moyens de transport de tout ordre qui sont utilisés;

(iv) de la délivrance de certificats concernant l'état phyto-sanitaire et la provenance des envois de végétaux et produits végétaux (désignés ci-après sous la dénomination de « certificats phyto-sanitaires »);

(b) la diffusion, sur le plan national, de renseignements sur les maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux et des moyens de prévention et de lutte.

c) la recherche et l'enquête dans le domaine de la protection des végétaux.

2. Chaque Etat contractant présentera au Directeur général de la F.A.O. un rapport décrivant la portée de son organisation nationale pour la protection des végétaux et les modifications qui sont apportées à cette organisation; le Directeur général de la F.A.O. communiquera ce dernier à tous les Etats contractants.

Article V

Certificats phyto-sanitaires

1. Chaque Etat contractant prendra les dispositions nécessaires pour délivrer des certificats phyto-sanitaires, conformes tant à la réglementation sur la protection des végétaux en vigueur dans les autres Etats contractants, qu'aux prescriptions suivantes:

a) Les fonctions de l'inspection des envois et de la délivrance des certificats ne pourront être remplies que par des agents techniquement compétents et dûment autorisés, ou sous leur autorité, agissant dans des conditions et disposant de renseignements de nature à permettre aux autorités des pays importateurs d'accepter lesdits certificats comme des documents dignes de foi.

b) Les certificats ayant pour objet les végétaux destinés à la plantation ou à la multiplication devront être libellés conformément au modèle reproduit en annexe à la présente Convention, et fournir en outre toute déclaration supplémentaire exigée par les autorités du pays importateur; le modèle de certificat peut être également utilisé, le cas échéant, pour d'autres végétaux et pour les produits végétaux à condition de ne pas contrevenir aux exigences du pays importateur.

c) Ces certificats ne comportent aucune correction ou suppression.

2. Chaque Etat contractant s'engage à ne pas exiger, pour accompagner les envois de végétaux importés dans son territoire aux fins de plantation ou de multiplication, des certificats phyto-sanitaires ne répondant pas au modèle reproduit en annexe à la présente Convention.

Article VI

Dispositions concernant les importations

1. Chaque Etat contractant a toute autorité pour réglementer l'importation des végétaux et des produits végétaux, afin de lutter contre l'introduction des maladies et ennemis des végétaux sur son territoire et, dans ce but, il peut:

a) imposer des restrictions ou des conditions à l'importation des végétaux ou produits végétaux;

b) interdire l'importation de certains végétaux ou produits végétaux ou de certains lots de végétaux ou produits végétaux;

c) inspecter ou mettre en quarantaine des envois déterminés de végétaux ou produits végétaux;

d) procéder à la désinfection, à la désinfestation ou à la destruction d'envois déterminés de végétaux, ou produits végétaux, exiger la désinfection, la désinfestation ou la destruction desdits envois, ou même en interdire l'entrée.

2. Afin d'entraver le moins possible le commerce international, chaque Etat contractant effectuera la surveillance visée au paragraphe 1 du présent article, en se conformant aux dispositions suivantes:

a) Les Etats contractants ne doivent prendre, en vertu de leur réglementation sur la protection des végétaux, aucune des mesures mentionnées au paragraphe 1 du présent article, à moins que celles-ci ne répondent à des nécessités d'ordre phyto-sanitaire.

b) Tout Etat contractant qui impose des restrictions ou des conditions à l'importation des végétaux et produits végétaux dans son territoire doit publier lesdites restrictions ou conditions et les communiquer immédiatement aux services de protection des végétaux des autres Etats contractants et à la F.A.O.

c) Tout Etat contractant qui interdit, conformément à sa réglementation sur la protection des végétaux, l'importation de végétaux ou produits végétaux, doit publier sa décision motivée et mettre immédiatement au courant les services de protection des végétaux des autres Etats contractants et la F.A.O.

d) Tout Etat contractant qui limite les points d'entrée pour l'importation de certains végétaux ou produits végétaux doit choisir lesdits points de manière à ne pas entraver sans nécessité le commerce international. L'Etat contractant doit publier une liste de ces derniers et la communiquer aux services de protection des végétaux des autres Etats contractants et à la F.A.O. Toute restriction de cet ordre ne sera autorisée que si les végétaux ou produits végétaux en cause doivent être accompagnés de certificats phyto-sanitaires ou soumis à une inspection ou à un traitement.

e) L'inspection, par les services de protection des végétaux d'un Etat contractant, des envois de végétaux destinés à l'importation doit s'effectuer dans le plus bref délai possible, en tenant dûment compte de la nature périssable de ces végétaux. Si un envoi est reconnu non conforme aux conditions exigées par la législation de l'Etat importateur en matière de protection des végétaux le service de protection des végétaux de l'Etat exportateur doit en être informé. Si la destruction totale ou partielle de l'envoi est effectuée, un procès-verbal officiel doit être transmis sans délai au service de protection des végétaux de l'Etat exportateur.

f) Les Etats contractants doivent prendre les dispositions nécessaires pour que, tout en assurant la sauvegarde de leur production végétale, soit réduit au minimum le nombre de cas dans lesquels un certificat phyto-sanitaire est exigé à l'importation des végétaux ou produits végétaux non destinés à la plantation, tels que les céréales, fruits, légumes et fleurs coupées.

g) Les Etats contractants peuvent prendre des dispositions en vue de l'importation, aux fins de recherche scientifique, de végétaux et produits végétaux et d'échantillons d'ennemis et organismes pathogènes des végétaux, en s'assurant pleinement des précautions nécessaires pour empêcher le risque de propagation de ces maladies et ennemis des végétaux.

3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au transit à travers le territoire des Etats contractants, à moins qu'elles ne soient nécessaires à la protection des végétaux de ces Etats.

Article VII

Collaboration internationale

Les Etats contractants collaboreront dans toute la mesure possible à la réalisation des buts de la présente convention, notamment de la manière suivante:

a) Chaque Etat contractant, tout en utilisant pleinement les possibilités et les services offerts dans ce domaine par les organisations existantes, s'engage à collaborer avec la F.A.O. en vue de l'organisation d'un service mondial de renseignements sur les maladies et ennemis des végétaux et, dès la création de ce dernier, à fournir périodiquement à la F.A.O. les renseignements ci-après:

(i) les rapports concernant la manifestation, l'apparition et la propagation sur son territoire des maladies et ennemis des végétaux présentant une importance du point de vue économique et un danger immédiat ou une possibilité de danger;

(ii) la description de méthodes de lutte contre les maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux dont il a éprouvé l'efficacité.

b) En participant, dans toute la mesure du possible, à toute campagne particulière de lutte contre les maladies ou ennemis des végétaux qui constituent une sérieuse menace pour les récoltes, et dont la gravité exige une action sur le plan international.

Article VIII

Organisation régionale de la protection des végétaux

1. Les Etats contractants s'engagent à collaborer pour instituer dans les régions appropriées des organisations régionales pour la protection des végétaux.

2. Ces organisations assureront un rôle coordinateur dans les régions de leur compétence et prendront part à différentes activités en vue de réaliser les objectifs de la présente Convention.

Article IX

Règlement des différends

1. En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, ou encore lorsqu'un des Etats contractants considère qu'une action entreprise par un autre Etat contractant est incompatible avec les obligations que lui imposent les articles V et VI de la présente Convention, particulièrement en ce qui concerne les motifs d'une interdiction ou d'une restriction de l'entrée de végétaux ou produits végétaux provenant de son territoire, l'Etat ou les Etats intéressés peuvent demander au Directeur général de la F.A.O. de désigner un comité chargé d'examiner le différend.

2. Dans ce cas, le Directeur général de la F.A.O., en consultation avec les Gouvernements intéressés, désignera un comité d'experts, qui comprendra des représentants desdits Gouvernements. Ce comité examinera le différend en tenant compte de tous les documents et éléments probatoires utiles présentés par les Etats intéressés. Le comité soumettra un rapport au Directeur général de la F.A.O., qui le communiquera aux Etats intéressés et aux autres Etats contractants.

3. Tout en ne reconnaissant pas aux recommandations de ce comité un caractère obligatoire, les Etats contractants conviennent de les prendre pour base de tout nouvel examen, par les Etats intéressés, de la question se trouvant à l'origine de la contestation.

4. Les gouvernements intéressés supporteront une part égale des frais de la mission confiée aux experts.

Article X

Substitution aux accords antérieurs

La présente Convention met fin et se substitue, dans les relations entre les parties contractantes, à la Convention internationale phylloxérique du 3 novembre 1881, à la Convention additionnelle de Berne du 15 avril 1889 et à la Convention internationale de Rome du 16 avril 1929 sur la protection des végétaux.

Article XI

Applications territoriales

1 Tout Etat peut, à la date de la ratification ou de l'adhésion ou à tout moment après cette date, communiquer au Directeur général de la F.A.O. une déclaration indiquant que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires dont il assure la représentation sur le plan international. Cette dé-

cision prendra effet trente jours après réception par le Directeur général de la déclaration portant désignation desdits territoires.

2. Tout Etat qui a transmis au Directeur général de la F.A.O. une déclaration, conformément au paragraphe 1 du présent article, peut à tout moment communiquer une nouvelle déclaration modifiant la portée d'une déclaration précédente, ou mettant fin à l'application des dispositions de la présente Convention dans n'importe quel territoire. Cette déclaration prendra effet trente jours après la date de sa réception par le Directeur général.

3. Le Directeur général de la F.A.O. informera tous les Etats signataires ou adhérents des déclarations qu'il aura reçues par application du présent article.

Article XII

Ratification et adhésion

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats jusqu'au 1er mai 1952, et sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de la F.A.O. qui avisera chaque Etat signataire de la date de ce dépôt.

2. Les Etats qui n'ont pas signé la présente Convention seront admis à y adhérer dès qu'elle sera entrée en vigueur, conformément à l'article XIV L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de la F.A.O., qui en avisera chacun des Etats signataires et adhérents.

Article XIII

Amendement

1. Toute proposition d'amendement à la présente Convention introduite par un Etat contractant doit être soumise au Directeur général de la F.A.O.

2. Toute proposition d'amendement introduite par un Etat contractant et reçue par le Directeur général de la F.A.O. doit être présentée pour approbation à la Conférence de la F.A.O., réunie en session ordinaire ou spéciale. si l'amendement implique d'importantes modifications d'ordre technique ou impose de nouvelles obligations aux Etats contractants, il sera étudié par un comité consultatif d'experts convoqué par la F.A.O. avant la Conférence.

3. Toute proposition d'amendement sera notifiée aux Etats contractants par le Directeur général de la F.A.O., au plus tard à la date de l'envoi de l'ordre du jour de la session de la Conférence où doit être examinée cette proposition.

4. Toute proposition d'amendement doit être adoptée par la Conférence de la F.A.O., et prend effet à compter du trentième jour qui suit son acceptation par les deux tiers des Etats contractants. Toutefois les amendements qui impliquent de nouvelles obligations à la charge des Etats contractants ne prennent effet, pour tout Etat contractant, qu'après avoir été acceptés par lui et à compter du trentième jour qui suit cette acceptation.

5. Les instruments d'acceptation des amendements qui impliquent de nouvelles obligations doivent être déposés auprès du Directeur général de la F.A.O., qui informera tous les Etats contractants de la réception desdits instruments et de l'entrée en vigueur desdits amendements.

Article XIV

Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur entre les parties lorsque trois Etats signataires l'auront ratifiée. Elle entrera en vigueur pour les autres Etats à la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XV

Dénonciations

1. Chacun des Etats contractants peut à tout moment faire connaître qu'il dénonce la présente Convention par notification adressée au Directeur général de la F.A.O. Le Directeur général en informera immédiatement tous les Etats signataires ou adhérents.

2. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après la date de réception de la notification par le Directeur général de la F.A.O.

Fait à Rome, Italie, le six décembre mille neuf cent cinquante-et-un, en un seul exemplaire en anglais, français et espagnol, chaque texte faisant également foi. Les originaux seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Des copies certifiées conformes seront remises par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture à chacun des Etats signataires ou adhérents.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention au nom de leurs gouvernements respectifs aux dates indiquées en regard de leurs signatures.

Pour l'Autriche:
R. PHILIPP — 6 décembre 1951

Pour le Royaume de Belgique:
A. VAN HOUTTE — 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour le Brésil:
JOSUÉ DE CASTRO — 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour le Canada:
S. BARTON — 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour Ceylan:
COREA — 6 décembre 1951

Pour l'Egypte:
MOHAMED ALI EL-KELANJ — 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour la France:
ANDRÉ MAYER — 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour l'Inde:
J. N. KHOSLA — 30 avril 1952

Pour les Etats-Unis d'Indonésie:
S. SURYO-DIPURO — 6 décembre 1951

Pour l'Irlande:
THOMAS WALSH — 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour Israël:
M. ISHAI — 6 décembre 1951

Pour le Japon:
R. YAMAZOE — 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour le Liban:

Pour le Grand Duché de Luxembourg :
A. V BRUCK 16 janvier 1952 *ad referendum*

Pour le Royaume des Pays-Bas :
LOURVES 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour la Nouvelle-Zélande :
C. HOPKIRK 6 décembre 1951

Pour le Pakistan :

Pour la République des Philippines :
JOSÉ CAMUS

Pour le Portugal :
SOUSA DA CAMARA 6 décembre 1951

Pour l'Espagne :
DON CARLOS SEGURA 10 décembre 1951

Pour la Suisse :
LOUIS MAIRE 6 décembre 1951

Pour la Thaïlande :
KASHETRA 6 décembre 1951

Pour l'Union Sud-Africaine :
DE SWARDT 6 décembre 1951

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :
CARRINGTON 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
CARDON 6 décembre 1951 *ad referendum*

~~*Pour le Viet-Nam* :~~

Pour la Yougoslavie :
D. SOLDATIC 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour Cuba :
C. MARTINEZ 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour le Danemark :
A. P. JACOBSEN 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour El Salvador :
R. B. SCHONEMBERG 6 décembre 1951 *ad referendum*

Pour la Suède :
J. BEK-FRIIS 11 décembre 1951

Pour l'Italie :
A. FANFANI 2 février 1952 *ad referendum*

Pour l'Equador :
R. JACOME 12 mars 1952 *ad referendum*

Pour le Chili :
CARLOS CAMPOS R. 3 avril 1952

Pour le Guatemala :
F COSENZA G. 23 avril 1952 *ad referendum*

Pour le Costarica :
T. B. CASTRO 28 avril 1952 *ad referendum*

Pour la Colombie :
E. ZULETA ANGEL 29 avril 1952

Pour la République Fédérale d'Allemagne :
C. VON BRENTANO 30 avril 1952 *ad referendum*

Pour l'Australie :
CEDRIC VERNON KELLWAY 30 avril 1952

Pour l'Uruguay :
C. GIAMBRUNO 30 avril 1952 *ad referendum*

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

ANNEXE

CERTIFICAT PHYTO-SANITAIRE MODÈLE

SERVICE DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX
DE N° . .

Il est certifié
que les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif le (date)
par (nom) agent autorisé du (service) et sont, à sa connaissance, jugés pratiquement indemnes d'ennemis et maladies dangereux des cultures; et que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phyto-sanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur, ainsi qu'il est spécifié dans la déclaration supplémentaire ci-après ou par ailleurs.

Fumigation ou désinfection (à remplir sur la demande du pays importateur)
Date Traitement
Durée du traitement Produit chimique utilisé et concentration

Déclaration supplémentaire

Fait à le 19. .

. . . . .
(SIGNATURE)

. . . .
(FONCTION)

(Cachet du Service)

DESCRIPTION DE L'ENVOI

Nom, prénom et adresse de l'expéditeur: . .

Nom, prénom et adresse du destinataire: .

Nombre et nature des colis: .
Marque des colis: .
Provenance (sur la demande du pays importateur): .
Moyen de transport: . . .
Point d'entrée: . . . .
Contenu de l'envoi: .
Nom botanique (sur la demande du pays importateur):
. . . .

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 19 marzo 1955.

Variazioni nella composizione del Consiglio superiore dei lavori pubblici e della Delegazione speciale per la Cassa del Mezzogiorno in seno al Consesso stesso.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 18 ottobre 1942, n. 1460, e successive modificazioni ed integrazioni;

Vista la legge 10 agosto 1950, n. 646, concernente l'istituzione della Cassa per le opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia meridionale;

Vista la legge 20 aprile 1952, n. 524;

Visto il proprio decreto 30 giugno 1954, registrato alla Corte dei conti il 22 luglio 1954, al registro n. 23, foglio n. 244, riguardante la ripartizione delle attribuzioni delle sezioni del Consiglio superiore dei lavori pubblici e la composizione del Consiglio stesso per il biennio 1° luglio 1954-30 giugno 1956;

Vista la lettera 9 novembre 1954, n. 3015/3044, con la quale il presidente del Consiglio superiore dei lavori pubblici ha rappresentato l'opportunità che l'ispettore generale del soppresso Ministero dell'Africa Italiana, dott. ing. Giorgi Ferdinando, in servizio presso il Ministero dei lavori pubblici, sia chiamato a far parte del Consesso anzidetto ed assegnato alle sezioni I e VI;

Vista la lettera 22 novembre 1954, n. 23966, con la quale il Ministero dell'agricoltura e delle foreste ha comunicato che l'ing. Alberto Camaiti dal 15 novembre 1954 ha assunto presso quel dicastero, ad interim, l'incarico di direttore generale dell'Economia montana e delle foreste, il quale, a norma dell'art. 1 della legge 20 aprile 1952, n. 524, è membro di diritto del Consiglio superiore dei lavori pubblici, e propone di sostituirlo, nella sua qualità di membro designato, con il prof. Viscardo Montanari, presidente del Consiglio superiore dell'agricoltura e delle foreste;

Considerato che il presidente di sezione del Consiglio superiore dei lavori pubblici, dott ing. Silvio Camilletti — collocato a riposo dal 1° novembre 1954 — deve essere sostituito nell'incarico di presidente della Delegazione speciale del Consiglio superiore dei lavori pubblici per la Cassa del Mezzogiorno, di cui all'art. 4 della citata legge 10 agosto 1950, n. 646;

Considerato che il dott. ing. Aldo Rossi, componente della predetta Delegazione nella sua qualità di provveditore regionale alle opere pubbliche per le Puglie, è stato nominato presidente di sezione del Consiglio dei lavori pubblici a far tempo dal 1° novembre 1954 e, pertanto, può sostituire l'ing. Camilletti nell'incarico di presidente della Delegazione stessa;

Considerato che l'ispettore generale del Genio civile dott. ing. Francesco Scalesse è stato nominato provveditore regionale alle opere pubbliche per le Puglie dal 1° novembre 1954, per cui può continuare a far parte della Delegazione speciale del Consiglio superiore dei lavori pubblici nella sua nuova qualifica;

Considerato che l'ispettore capo superiore delle Nuove costruzioni ferroviarie dott. ing. Nicola Ferri è stato assegnato al Ministero dei lavori pubblici dal 1° dicembre 1954, per cui con la predetta decorrenza, deve essere chiamato a far parte del Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Ritenuto che può provvedersi in conseguenza;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dal 1° novembre 1954 il presidente di sezione del Consiglio superiore dei lavori pubblici dottor ing. Aldo Rossi è nominato presidente della Delegazione speciale del Consiglio superiore dei lavori pubblici per la Cassa del Mezzogiorno, di cui all'art. 4 della legge 10 agosto 1950, n. 646; e dalla stessa data l'ispettore generale del Genio civile dott. ing. Francesco Scalesse è confermato componente della Delegazione stessa nella sua nuova qualifica di provveditore regionale alle opere pubbliche per le Puglie.

Art. 2.

A decorrere dal 15 novembre 1954, il presidente del Consiglio superiore dell'agricoltura e delle foreste prof. Viscardo Montanari è nominato componente del Consiglio superiore dei lavori pubblici ed è assegnato alla III sezione di detto Consesso, in sostituzione dell'ing. Alberto Camaiti, il quale con la stessa decorrenza cessa di farne parte in qualità di membro designato.

Art. 3.

A decorrere dal 1° dicembre 1954, l'ispettore capo superiore delle Nuove costruzioni ferroviarie dott ingegnere Nicola Ferri è nominato componente del Consiglio superiore dei lavori pubblici ed è assegnato alle sezioni II e V di detto Consesso.

Art. 4.

A decorrere dalla data del presente decreto l'ispettore generale del soppresso Ministero dell'Africa Italiana, dott. ing. Ferdinando Giorgi, è chiamato a far parte del Consiglio superiore dei lavori pubblici ed è assegnato alle sezioni I e VI di detto Consesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 19 marzo 1955

EINAUDI

ROMITA

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 maggio 1955.
Registro n. 18 Lavori pubblici, foglio n. 100.

(3001)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 aprile 1955.

Secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Alessandria.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto luogotenenziale 29 settembre 1918 (registrato alla Corte dei conti il 30 ottobre successivo, registro n. 12, foglio n. 274), col quale fu approvato l'elenco delle acque pubbliche della provincia di Alessandria;

Visto il regio decreto 23 giugno 1927, n. 838 (registrato alla Corte dei conti il 16 luglio successivo al registro n. 16 Lavori pubblici, foglio n. 116), col quale fu approvato il primo elenco suppletivo delle acque pubbliche della suddetta Provincia;

Visto lo schema di secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Alessandria compilato a cura del Ministero dei lavori pubblici e comprendente il rio Gazzo;

Visti gli atti dell'istruttoria esperita su detto schema di elenco, disposto con decreto del Ministro per i lavori pubblici 30 ottobre 1953, n. 2927;

Ritenuto che durante tale istruttoria non furono presentate opposizioni;

Sentito il parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici, espresso col voto 11 dicembre 1954, n. 2297;

Visto l'art. 1 del testo unico di leggi sulle acque e sugli impianti elettrici, approvato con regio decreto 11 dicembre 1933, n. 1775;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

E' approvato il secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Alessandria, giusta l'unito esemplare vistato dal Ministro proponente.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 2 aprile 1955

EINAUDI

ROMITA

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 maggio 1955
Registro n. 16 *Lavori pubblici, foglio n.* 111

Secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Alessandria

N. d'ordine	Denominazione (da valle verso monte)	Foce o sbocco	Comuni toccati od attraversati	Limiti entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua
	Versante Adriatico			
1	Rio Gazzo, influente n. 61 elenco principale	Rio Lovassino	Boscomarengo, Pozzolo Formigaro, Novi Ligure, Serravalle	Dalla confluenza con il rio Lovassina (in territorio del comune di Boscomarengo presso la via Emilia, località San Quirico) al confine del territorio fra i comuni di Novi Ligure e Serravalle Scrivia

Visto, *il Ministro*: ROMITA

(2829)

DECRETO MINISTERIALE 16 febbraio 1955.

Autorizzazione alla Società per azioni « Atlans - Compagnia di assicurazioni », con sede in Genova, ad esercitare le assicurazioni nel ramo spese legali e peritali inerenti ai sinistri della circolazione stradale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda presentata dalla Società per azioni « Atlans Compagnia di assicurazioni », con sede in Genova, intesa ad ottenere l'autorizzazione ad esercitare le assicurazioni nel ramo spese legali e peritali inerenti ai sinistri della circolazione stradale;

Considerato che la Società richiedente ha un capitale di L. 40 milioni, versato L. 13 milioni, ed ha costituito la cauzione minima fissa di L. 2.500.000, nonchè il fondo iniziale computabile nella cauzione ragguagliata a quota parte dei premi annui;

Sentito il parere della Commissione consultiva per le assicurazioni private;

Decreta:

La Società per azioni « Atlans Compagnia di assicurazioni », con sede in Genova, è autorizzata ad esercitare le assicurazioni nel ramo spese legali e peritali inerenti ai sinistri della circolazione stradale.

Roma, addì 16 febbraio 1955

Il Ministro: VILLABRUNA

(3070)

DECRETO MINISTERIALE 9 maggio 1955.

Approvazione dello stato di previsione delle entrate e delle spese del Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori per l'esercizio finanziario 1955-56.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 29 aprile 1949, n. 264, recante provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 5 gennaio 1950, n. 17, che detta le norme per l'amministrazione del Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori;

Vista la legge 4 maggio 1951, n. 456, che reca alcune modificazioni alla legge 29 aprile 1949, n. 264;

Visto l'art. 20 della legge 19 gennaio 1955, n. 25, in base al quale è stata costituita una gestione speciale in seno al Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori, per provvedere alle spese connesse all'attuazione delle disposizioni stabilite a favore della formazione professionale degli apprendisti;

Visto il decreto interministeriale del 5 maggio 1955 con il quale è stata determinata la misura del contributo da destinarsi alla gestione per la formazione professionale degli apprendisti;

Esaminato l'unito stato di previsione dell'entrata e della spesa del Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori e la appendice n. 1 per le entrate e le spese della gestione per la formazione professionale degli apprendisti, per l'esercizio finanziario 1955-56;

Decreta:

Sono approvati lo stato di previsione delle entrate e delle spese del Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori ed il preventivo delle entrate e delle spese della gestione per la formazione professionale degli apprendisti per l'esercizio finanziario 1955-56, di cui alle tabelle *A* e *B* allegate al presente decreto.

Roma, addì 9 maggio 1955

Il Ministro: VIGORELLI

TABELLA *A*

STATO DI PREVISIONE

delle entrate e delle spese del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori » per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1955 al 30 giugno 1956.

Numero	CAPITOLI — Denominazione	Importo (Lire)
	Presunto avanzo di amministrazione dell'esercizio precedente . . .	500.000.000
	PARTE I. — ENTRATE	
	TITOLO I — *Entrate ordinarie*	
1	Contributo annuo a carico del bilancio dello Stato (art. 62 della legge 29 aprile 1949, n. 264)	10.000.000.000
2	Interessi attivi sui titoli di debito pubblico di proprietà del « Fondo » e depositati presso la Cassa depositi e prestiti	*per memoria*
3	Interessi attivi sul conto corrente fruttifero istituito presso la Tesoreria centrale ai sensi dell'art. 73 della legge 26 luglio 1952, n. 949	5.000.000
4	Interessi attivi sui fondi depositati in conto corrente fruttifero presso la Cassa depositi e prestiti e presso Istituti di credito di diritto pubblico	30.000.000
	Totale entrate ordinarie .	10.035.000.000
	TITOLO II. — *Entrate straordinarie*	
5	Eventuali assegnazioni straordinarie dello Stato	*per memoria*
6	Contributi straordinari sulle gestioni della assicurazione contro la disoccupazione, dei relativi assegni integrativi e dei sussidi straordinari di disoccupazione	*per memoria*
7	Contribuzioni ed erogazioni effettuate da privati, enti ed associazioni, nonchè da organismi ed amministrazioni varie	*per memoria*
8	Ricuperi sui finanziamenti ai corsi per disoccupati, ai corsi normali, ai corsi aziendali e alle botteghe artigiane	*per memoria*
9	Ricuperi sui finanziamenti ai cantieri di lavoro e di rimboschimento	*per memoria*
10	Entrate eventuali diverse	*per memoria*
11	Economie nella gestione dei residui passivi e maggiori accertamenti dei residui attivi dei precedenti esercizi finanziari ad integrazione dell'avanzo di gestione degli esercizi medesimi	*per memoria*
	Totale entrate straordinarie .	—
	Totale generale entrate .	10.535.000.000
	PARTE II. — SPESE	
	TITOLO I. — *Spese ordinarie*	
1	Spese per la istituzione ed il funzionamento dei corsi per lavoratori disoccupati	1.000.000.000
2	Spese per la istituzione ed il funzionamento dei cantieri di lavoro e di rimboschimento	5.600.000.000
3	Contributi in favore di enti ed istituti aventi per scopo l'addestramento professionale dei lavoratori (legge 4 maggio 1951, n. 456, art. 3, lett. *d*)	1.300.000.000
4	Spese relative alla corresponsione della integrazione salariale agli operai partecipanti ai corsi aziendali di riqualificazione	350.000.000
5	Spese relative al rimborso in favore delle botteghe artigiane e delle piccole aziende di quota parte dei contributi da esse versati al Fondo per l'adeguamento delle pensioni	5.000.000
6	Quota parte del contributo annuo dello Stato destinato alle spese connesse alla attuazione delle disposizioni stabilite a favore della formazione professionale degli apprendisti (art. 20 della legge 19 gennaio 1955, n. 25, lett. *a*)	2.000.000.000
7	Quota parte dei contributi straordinari previsti dall'art. 62, lettera *a*) della legge 29 aprile 1949, n. 264, da destinarsi alle spese connesse all'attuazione delle disposizioni stabilite a favore della formazione professionale degli apprendisti (art. 20 della legge 19 gennaio 1955, n. 25, lettera *b*)	*per memoria*
8	Spese per il funzionamento della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza ai disoccupati, e della relativa segreteria	5.000.000
9	Spese relative all'amministrazione del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori » o comunque connesse al conseguimento dei fini per i quali esso è stato istituito .	275.000.000
	Totale spese ordinarie .	10.535.000.000
10	Fondo di riserva per nuove o maggiori spese impreviste	*per memoria*
11	Avanzo finanziario della gestione da utilizzarsi negli esercizi successivi ai sensi dell'art. 5 del Presidente della Repubblica 5 gennaio 1950, n. 17	*per memoria*
	Totale generale delle spese .	10.535.000.000

RIASSUNTO PER TITOLI

ENTRATE

Presunto avanzo di amministrazione degli esercizi precedenti	L.	500.000.000
Entrate ordinarie	»	10.035.000.000
Entrate straordinarie	»	—
Totale entrate . .	L.	10.535.000.000

SPESE

Spese ordinarie	L.	10.535.000.000
Fondo di riserva .	»	—
Presunto avanzo di amministrazione da utilizzarsi negli esercizi futuri .	»	—
Totale spese . . .	L.	10.535.000.000

TABELLA *B*

Appendice n. 1 allo stato di previsione dell'entrata e della spesa del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori ».

Preventivo delle entrate e delle spese della gestione per la formazione professionale degli apprendisti

Numero	CAPITOLI — DENOMINAZIONE	Importo
		Lire
	TITOLO I. — *Entrate*	
1	Quota parte del contributo annuo dello Stato a favore del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori » destinata alla formazione professionale dell'artigianato .	2.000.000.000
2	Quota parte dei contributo straordinario concesso a favore del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori » destinata alla formazione professionale dell'artigianato .	*per memoria*
3	Contributi stabiliti a favore del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori » dai contratti collettivi di lavoro da destinarsi a favore dell'apprendistato .	*per memoria*
4	Contributi liberamente versati dai datori di lavoro e dai prestatori d'opera, sia singoli che associati .	*per memoria*
5	Ammende a carico dei datori di lavoro per le contravvenzioni alle disposizioni dell'apprendistato (art. 23 della legge 19 gennaio 1955, n. 25)	*per memoria*
6	Ammende a carico degli imprenditori artigiani per le contravvenzioni alle disposizioni sull'apprendistato (art. 29 della legge 19 gennaio 1955, n. 25) .	*per memoria*
7	Entrate diverse eventuali .	*per memoria*
	Totale entrate . .	2.000.000.000
	TITOLO II. — *Spese*	
1	Sovvenzione e finanziamento delle iniziative aventi per scopo l'insegnamento complementare degli apprendisti .	700.000.000
2	Sovvenzionamento ai centri di addestramento e di orientamento professionale .	200.000.000
3	Spese comunque connesse allo sviluppo e al perfezionamento della formazione professionale degli apprendisti .	100.000.000
4	Spese di assicurazione degli apprendisti contro gli infortuni e le malattie professionali, contro l'invalidità e vecchiaia e contro la tubercolosi. Spese per assistenza sanitaria, specialistica, farmaceutica, ospedaliera, ostetrica, per prestazioni concernenti la cura, indennità di degenza od indennità di assistenza post-sanatoriale .	1.000.000.000
5	Contribuzione straordinaria a favore degli istituti previdenziali ed assistenziali in dipendenza del minor gettito dei contributi derivanti dall'applicazione dell'articolo 22 della legge 19 gennaio 1955, n. 25 (art. 32 della legge 19 gennaio 1955, n. 25)	*per memoria*
	Totale generale delle spese .	2.000.000.000

Roma, addì 9 maggio 1955

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
VIGORELLI

(2558)

DECRETO MINISTERIALE 25 maggio 1955.

Protezione temporanea alle invenzioni industriali, ai modelli e ai marchi esposti nella « Fiera di Vicenza » che avrà luogo dal 3 al 18 settembre 1955, a Vicenza.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni,

Visto l'art. 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, in forza del quale le norme del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, sopra richiamato, si applicano anche ai modelli di utilità ed ai modelli e disegni ornamentali;

Visto l'art. 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardante la protezione temporanea dei nuovi marchi apposti su prodotti o merci che figureranno nelle esposizioni;

Vista la domanda avanzata dal presidente dell'Ente Fiera di Vicenza;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nel « III Salone internazionale delle materie prime, macchinari e forni per ceramica », nella « X Mostra nazionale laniera e della ceramica » e nella « II Mostra nazionale dell'argenteria e dell'oreficeria », che avranno luogo a Vicenza dal 3 al 18 settembre 1955, godranno della protezione temporanea stabilita dai regi decreti del 29 giugno 1939, n. 1127, 25 agosto 1940, n. 1411 e 21 giugno 1942, n. 929.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti.

Roma, addì 25 maggio 1955

Il Ministro: VILLABRUNA

(3051)

DECRETO MINISTERIALE 8 giugno 1955.

Dichiarazione di pubblica utilità, urgenza e indifferibilità dei lavori per la posa del cavo coassiale interessante la tratta Canicattì-Licata-Ragusa.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visti la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni forzate per cause di pubblica utilità, modificata con la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, e il regio decreto 8 febbraio 1923, n. 442, recante norme sulla esecuzione delle opere pubbliche, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 14 giugno 1925, n. 884, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, e successive modificazioni;

Visti la relazione tecnica ed il piano di massima, redatti dal Servizio lavori e patrimonio di questo Ministero, relativi agli impianti della nuova rete nazionale in cavi coassiali interessanti la tratta Canicattì Licata Ragusa passante per i territori di Campobello di Licata, Gela, Vittoria e Comiso;

Visto l'art. 180 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Ritenuto che i lavori relativi sono urgenti ed indifferibili in conseguenza delle inderogabili, impellenti esigenze del servizio telefonico nazionale;

Visto il parere espresso dal Consiglio d'amministrazione nella 545ª adunanza del 1° giugno 1955;

Decreta:

Sono dichiarati di pubblica utilità, urgenti ed indifferibili i lavori relativi agli impianti della nuova rete nazionale in cavi coassiali e quelli riguardanti il potenziamento della rete telefonica nazionale già esistente, interessante i territori percorsi dal cavo coassiale compresi nella tratta Canicattì Licata Ragusa passante per i territori di Campobello di Licata, Gela, Vittoria e Comiso.

A mente dell'art. 13 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per cause di pubblica utilità, i termini entro i quali dovranno incominciarsi e compiersi le espropriazioni ed i lavori sono il 1° luglio 1955 ed il 31 dicembre 1957.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 giugno 1955

Il Ministro: CASSIANI

(3119)

DECRETO DELL'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA 23 maggio 1955.

Sconto sul prezzo di vendita al pubblico di specialità medicinali, da concedersi dai farmacisti agli enti pubblici o privati tenuti per legge alla somministrazione di medicinali.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Ritenuta la necessità di provvedere alla determinazione dello sconto sul prezzo di vendita al pubblico delle specialità medicinali che i farmacisti debbono concedere agli enti pubblici o privati aventi finalità di assistenza e beneficenza tenuti per legge, regolamenti, statuti o tavole di fondazione alla somministrazione dei medicinali agli enti aventi diritto;

Sentita la Federazione degli Ordini dei farmacisti;

Visto l'art. 1 della legge 1° maggio 1941, n. 422, che modifica l'art 125 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

Sul prezzo di vendita al pubblico delle specialità medicinali, dei prodotti opoterapici e biologici, dei fermenti solubili od organizzati ed, in genere, di tutti i prodotti affini, nonchè dei sieri, vaccini, virus, tossine, arsenobenzoli semplici e derivati, risultante dalle etichette approvate dall'Alto Commissariato, i farmacisti sono tenuti a concedere agli enti pubblici o privati aventi finalità di assistenza e beneficenza, tenuti per legge, regolamenti, statuti o tavole di fondazione alla somministrazione dei medicinali agli aventi diritto, compresi gli istituti mutualistici, lo sconto del 5 %.

Contro i contravventori sarà provveduto a norma di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 maggio 1955

p. *L'Alto Commissario*: DE MARIA

(3068)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Revoca della nomina di notaio

Con decreto Presidenziale 13 maggio 1955, registrato alla Corte dei conti il 31 maggio 1955, è revocato il decreto Presidenziale 18 giugno 1952, con il quale il dott. Streri Stefano venne nominato notaio a Benevagienna, nel distretto notarile di Cuneo.

(3055)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Ulteriore proroga del termine per l'esecuzione del piano parziale di ricostruzione del comune di Spoleto

Con decreto Ministeriale 3 giugno 1955, n. 1555, il termine per l'esecuzione del piano parziale di ricostruzione del comune di Spoleto, approvato con decreto Ministeriale 25 giugno 1947 e prorogato con i decreti Ministeriali 24 giugno 1949 e 18 giugno 1951, è ulteriormente prorogato fino al 31 dicembre 1956.

(3044)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento del Consiglio di amministrazione e del Collegio dei sindaci della Società cooperativa di consumo « San Francesco », con sede in Acilia (Roma), e nomina del commissario governativo.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 3 maggio 1955, è stato sciolto il Consiglio di amministrazione ed il Collegio dei sindaci della Società cooperativa di consumo « San Francesco », con sede in Acilia (Roma), costituita in data 14 gennaio 1951 con atto a rogito notaio dott. Giorgio Albertazzi, ed è stato nominato commissario governativo il dott. Lorenzo Guicciardi.

(2812)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 131

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi dell'11 giugno 1955

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632):

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,93
1 dollaro canadese	»	633,65
1 franco svizzero	»	145,80

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit.	1749,80

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,498	per franco belga
Danimarca	»	90,473	» corona danese
Egitto	»	1794,55	» lira egiziana
Francia	»	1,78546	» franco francese
Germania	»	148,788	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,487	» corona norvegese
Olanda	»	164,45	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,797	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,908	» franco svizzero

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti del Presidente della Repubblica in data 2 aprile 1955, sono state determinate le indennità dovute per i terreni espropriati nei confronti delle Ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà agli Enti e Sezioni di riforma fondiaria in forza dei decreti Presidenziali per ciascuna indicati.

Le predette indennità verranno corrisposte in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna Ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal Tribunale competente, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950 n. 230 e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata Ha	Decreto Presidenziale di espropriazione		Gazzetta Ufficiale		Decreto Presidenziale liquidazione indennità	Registrazione alla Corte dei conti	Reg. Agric.		Ammontare indennità	Ammontare indennità arrotondato (Art. 1 legge 11 febbraio 1952, n. 70) (capitale nominale)	Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA
				N.	Data	N.	Data	Data	Data	N.	Foglio	Lire	Lire		
	Ente Puglia e Lucania														
1	CORSI Giuseppe fu Luigi	Minervino Murge	276.51.31	2603	29-11-52	7 s.o.1	10- 1-53	2- 4-55	13- 5-55	8	354	13.090.588	13.090.000	Banco di Napoli Sede di Bari	Bari
2	DE MARCO Erminia fu Luciano	Brindisi	5.76.69	3026	29-11-52	9 s.o.	13- 1-53	2- 4-55	13- 5-55	8	355	2.352.868	2.350.000	Id. Id.	Id.
3	MACCHI Vincenzo fu Giovanni	Nardò	119.57.73	2372	29-11-52	298 s.o.	24-12-52	2- 4-55	13- 5-55	8	356	5.590.241	5.590.000	Id. Id.	Id.
4	MARTUCCI Maria di Vincenzo	San Severo	134.53.67	2619	29-11-52	7 s.o.2	10- 1-53	2- 4-55	13- 5-55	8	357	14.694.613	14.690.000	Id. Id.	Id.
5	VALLETTA Giuseppe fu Antonio	Brindisi	15.12.21	2458	29-11-52	302 s.o.1	31-12-52	2- 4-55	13- 5-55	8	358	6.168.515	6.165.000	Id. Id.	Id.

Roma, addì 25 maggio 1955

Visto, p. *Il Ministro:* COBIANCHI

(2990)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti del Presidente della Repubblica in data 30 ottobre, 16 novembre, 4 e 24 dicembre 1954 sono state determinate le indennità dovute per i terreni espropriati nei confronti delle Ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà agli Enti e Sezioni di riforma fondiaria in forza dei decreti Presidenziali per ciascuna Ditta indicati.

A seguito dell'ordinanza, prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224 ed emessa sulla base del presente avviso, una quota delle predette indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata Ha	Decreto Presidenziale di espropriazione				Decreto Presidenziale liquidazione indennità				Ammontare indennità
				N.	Data	Gazzetta Ufficiale		Data	Registrazione alla Corte dei conti			
						N.	Data		Data	Reg. Agricoltura		
										N.	Foglio	lire
	Ente Maremma e Fucino											
1	ASCENZI Raffaele Arcangelo fu Silverio	Viterbo	502.12.23	932	30- 8-51	212 s. o.	15- 9-51	4-12-54	17- 5-55	9	15	24.222.830 —
2	LEPRI Gaspare di Carlo	Tolfa	24.53.50	835	27- 5-52	163 s. o.	16- 7-52	16-11-54	17- 5-55	9	16	2.208.959 —
3	MONTENERO Gabriella fu Francesco . .	Capranica	62.41.20	2895	29-11-52	8 s. o. 5	12- 1-53	30-10-54	17- 5-55	9	17	2.121.340 —
4	PERUZZI Salvatore fu Andrea	Montalto di Castro	89.55.68	4101	28-12-52	18 s. o. 3	23- 1-53	30-10-54	17- 5-55	9	18	7.192.009 —
	Ente Delta Padano											
5	FRANCESCHETTI Valentino Raimondo fu Angelo	Copparo	38.19.17	4322	28-12-52	19 s. o. 7	24- 1-53	24-12-54	17- 5-55	9	14	9.742.000,70

Roma, addì 1° giugno 1955

Visto, p. *Il Ministro*: COBIANCHI

(3081)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti del Presidente della Repubblica in data 2 aprile 1955, sono state determinate le indennità dovute per i terreni espropriati nei confronti delle Ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà agli Enti e Sezioni di riforma fondiaria in forza dei decreti Presidenziali per ciascuna indicati.

Le predette indennità verranno corrisposte in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna Ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal Tribunale competente, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata Ha.	Decreto Presidenziale di espropriazione		Gazzetta Ufficiale		Decreto Presidenziale liquidazione indennità	Registrazione alla Corte dei Conti	Reg. Agric.		Ammontare indennità	Ammontare indennità arrotondato (Art. 1 legge 11 febbraio 1952, n. 70) (capitale nominale)	Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA
				N.	Data	N.	Data	Data	Data	N.	Foglio	Lire	Lire		
	Ente Maremma e Fucino														
1	ARCIERI Maria fu Nunzio	Roma	20.82.10	3607	18-12-52	15 s.o. 1	20-1-53	2-4-55	13-5-55	8	359	1.268.786 —	1.265.000	Banca Naz. Lavoro Sede di Roma	Roma
2	DELLA GHERARDESCA Manfredi di Walfredo e DE PICCOLELLIS Nicoletta fu Ottavio maritata DELLA GHERARDESCA	Roccastrada	60.45.86	2752	29-11-52	7 s.o. 7	10-1-53	2-4-55	13-5-55	8	360	6.263.673 —	6.260.000	Id. Id.	Id.
3	Eredità giacente istituita dalla signora FRANCESCHI Elena, in favore dei figli nascituri di MINGHINI MALUSARDI Laura fu Giuseppe, in persona della stessa signora MINGHINI MALUSARDI Laura, quale rappresentante dei figli nascituri	Magliano in Toscana	146.19.24	1422	6-9-52	265 s.o.	15-11-52	2-4-55	13-5-55	8	361	11.938.270 —	11.935.000	Id. Id.	Id.
4	PLACIDI Carla fu Giovanni	Civitella Paganico	91.16.78	2906	29-11-52	8 s.o. 6	12-1-53	2-4-55	13-5-55	8	362	7.330.975 —	7.330.000	Id. Id.	Id.
5	SOCIETA' ANONIMA AGRICOLA MAREMMANA, con sede in Roma	Orbetello	143.15.13	389	2-4-52	102 s.o.	2-5-52	2-4-55	16-5-55	8	387	12.173.486 —	12.170.000	Id. Id.	Id.
6	SOCIETA' ANONIMA TENUTA DI FOSINI, con sede in Milano	Montieri	272.88.70	1442	6-9-52	265 s.o.	15-11-52	2-4-55	16-5-55	8	388	8.145.522 —	8.145.000	Id. Id.	Id.
	Ente Delta Padano														
7	ADAMI Vittoria fu Giovanni Battista	Jolanda di Savoia	59.87.77	2921	29-11-52	8 s.o. 7	12-1-53	2-4-55	13-5-55	8	363	10.019.287,35	10.015.000	Banca Naz. Agric. Sede di Bologna	Bologna
8	SOCIETA' PER AZIONI INDUSTRIE AGRICOLE LIGURE-LOMBARDA, con sede in Genova	Ravenna	23.06.74	1564	3-10-52	272 s.o.	24-11-52	2-4-55	16-5-55	8	389	1.458.284,75	1.455.000	Id. Id.	Id.

Roma, addì 4 giugno 1955

Visto, p. *Il Ministro*: COBIANCHI

(3082)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Dodicesimo elenco degli autoveicoli e loro parti, assegnati in uso dal Ministero dei trasporti, i cui dati di individuazione vengono pubblicati a norma dell'art. 7 del decreto legislativo Presidenziale 22 gennaio 1948, n. 118.

I precedenti elenchi sono stati pubblicati nei supplementi straordinari alla Gazzetta Ufficiale *n.* 153 *del* 5 *luglio* 1948, *n.* 248 *del* 23 *ottobre* 1948, *n.* 45 *del* 24 *febbraio* 1949, *n.* 105 *dell'*8 *maggio* 1950, *n.* 207 *del* 9 *settembre* 1950, *n.* 198 *del* 30 *agosto* 1951, *n.* 109 *del* 10 *maggio* 1952, *n.* 283 *del* 6 *dicembre* 1952, *n.* 167 *del* 24 *luglio* 1953, *n.* 117 *del* 22 *maggio* 1954 *e n.* 251 *del* 30 *ottobre* 1954.

A U T O V E I C O L I

COGNOME, NOME E RESIDENZA DELL'ASSEGNATARIO	TELAIO	MOTORE	ISPETTORATO che ha effettuato l'assegnazione in uso
FIAT 1500			
Direzione generale delle ferrovie dello Stato — Roma	017722	015578	Torino
Società metanizzazione centro meridionale — Roma	—	d'ufficio	Roma
FIAT 1100			
Cacciatori e Valeriani — Verona	216179	216444	Verona
Ferrario Luigi — Milano	248262	253458	Milano
Eredi di Cuomo Gennaro	250712	256094	Napoli
Reiserer Giuseppe — Chiusa Isarco	—	13121	Bolzano
Orati Pietro	—	262005	Roma
De Luca Andrea	d'ufficio	d'ufficio	Milano
FIAT 508			
Cooperativa di consumo dei lavoratori del Monfalconese — Monfalcone	055246	056710	Udine
Ceravolo Francesco — Roma	d'ufficio	d'ufficio	Roma
De Bernardini Domenico — Arzignano	d'ufficio	—	Verona
Cavalieri Enrico	—	d'ufficio	Roma
FIAT 500			
Pedone Vito Santo	3234	—	Firenze
Brescianini Giuseppe — Clusane d'Iseo	d'ufficio	—	Milano
Ferragina Gennaro — Catanzaro	—	d'ufficio	Catanzaro
Natali Duilio — Roma	—	d'ufficio	Roma
FIAT 502			
Chiucchi Alfredo — Apino	003854	003854	Ancona
FIAT 514			
F.lli Bertelli — Tione	—	038482/126616	Bolzano
FIAT 518			
Cenci Tersilio — Gubbio	—	d'ufficio	Roma

COGNOME, NOME E RESIDENZA DELL'ASSEGNATARIO	TELAIO	MOTORE	ISPETTORATO che ha effettuato l'assegnazione in uso
FIAT 521			
Storti Ottorino — Bozzolo	d'ufficio	d'ufficio	Milano
FIAT 621			
S. A. Girelli — Verona	—	d'ufficio	Verona
FIAT 626			
Brusco Pier Giorgio — Gondolo	005743	d'ufficio	Bolzano
FIAT 632			
Muzzi Pietro	—	d'ufficio	Roma
LANCIA APRILIA			
Azienda Minerali Metallici Italiana — Roma	38-3228	85694	Roma
Ministero dell'interno — Questura di Napoli	38-4619	4989	Napoli
Bordignon Luciano — Feltre	39-4624	13144	Verona
LANCIA ARDEA			
Eredi di Pelosi Angelo — Monterotondo	1603	256	Roma
Re Giuseppe — Milano	3591	3781	Milano
Comando IV Centro autieri — Bolzano	3868	4051	Bolzano
Impresa Ugo Iacazio — Genova	250-2236	d'ufficio	Genova
Plebani Camilla — Mantova	d'ufficio	d'ufficio	Verona
LANCIA 3 RO			
Magnani Duilio — Milano	—	d'ufficio	Verona
S. A. Girelli — Verona	—	d'ufficio	Verona
AUTOCARRO ALFA ROMEO			
Agnesod Alessandro — Perloz	140953	121315127	Torino
AUTOCARRO ISOTTA FRASCHINI			
Robino Guido — Genova Bolzaneto	d'ufficio	d'ufficio	Genova
AUTOCARRO OM TAURUS			
Malench Ettore — Cavareno	04221	04221	Bolzano

COGNOME, NOME E RESIDENZA DELL'ASSEGNATARIO	TELAIO	MOTORE	ISPETTORATO che ha effettuato l'assegnazione in uso
AUTOCARRO SPA 38 R			
Serraggiotto Luigi — Cittadella	017260	021863	Verona
MOTOCICLO FRERA			
Paolucci Alfredo — Numana	2459	2345	Ancona
MOTOCICLO GILERA			
Goscilo Vittorio	d'ufficio	d'ufficio	Roma
MOTOCICLI GUZZI 500			
Burci Primo	1793	1761	Bologna
Biagi Camillo — Marliano	23 F 3810	d'ufficio	Firenze
Mussin Giuseppe — Concordia	—	56928	Verona
De Fanti Duilio — Forno di Zoldo	—	65721	Verona
Società vinicola Poscia	d'ufficio	d'ufficio	Roma
Giovannangeli Valdo	—	d'ufficio	Roma
MOTOCICLI GUZZI 250			
Istituto nazionale assicurazioni contro le malattie — Roma	9031	47474	Roma
Pastorino Mario — Genova	d'ufficio	D 351	Genova
MOTOCLICO SERTUM 500			
Nannelli Aulo — Livorno	5281	5268	Firenze
Scaccia Franco — Civitavecchia	d'ufficio	20666	Roma
RIMORCHIO DI TIPO NON PRECISATO			
Meraner Luigi — Appiano	d'ufficio	—	Bolzano

MATERIALE AUTOMOBILISTICO CEDUTO A PESO COME ROTTAME SENZA DIRITTO D'IMMATRICOLAZIONE

MARCA E TIPO	TELAIO	MOTORE	ISPETTORATO che ha effettuato la cessione
Alfa Romeo 500	215037	2250283	Torino
Fiat 634	401914	401914	Torino
Spa 41	56148	007599	Torino

(2854)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Matera al 30 novembre 1953.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Matera in data 6 aprile 1954, n. 8622, col quale è indetto un pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1953;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Matera al 30 novembre 1953 è costituita come appresso:

Presidente:

Pappacena dott. Eduardo, vice prefetto.

Componenti

Zito dott. Alfonso, medico provinciale;

Debiasi prof. Ettore, direttore della clinica ostetrica e ginecologica di Bari;

Bronzini dott. Domenico, primario del reparto ostetricia dell'ospedale civile di Matera;

Pirone Costanza, ostetrica condotta.

Segretario:

Bianco dott. Giovanni.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Matera.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 26 maggio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(2868)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di medico aggiunto presso l'ufficio sanitario del comune di Perugia.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 8, 9 e 60 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 34 e 36 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Perugia in data 15 marzo 1954, n. 11092, col quale è indetto pubblico concorso al posto di medico aggiunto presso l'ufficio sanitario del comune di Perugia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento del posto di medico aggiunto presso l'ufficio sanitario del comune di Perugia è costituita come appresso:

Presidente:

Rolandi Ricci dott. Lorenzo, vice prefetto.

Componenti:

Seppilli prof. Alessandro, docente in igiene;

De Nunno prof. Renato, docente in patologia medica;

Sganga dott. Carlo, medico provinciale;

Paolucci dott. Salvatore, ufficiale sanitario.

Segretario:

Chianese dott. Vincenzo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Perugia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 26 maggio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(2851)

Sostituzione di un componente la Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Como al 30 novembre 1954.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 2 aprile 1955, n. 340.2.23/8843, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Como al 30 novembre 1954;

Vista la nota del Prefetto di Como, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il medico provinciale dott. Lino Agrifoglio, trasferito ad altra sede, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del medico provinciale dott. Lino Agrifoglio è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Como al 30 novembre 1954 il medico provinciale dott. Herbert Carola.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 26 maggio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(2869)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Sostituzione di un componente effettivo della Commissione per gli esami di avvocato

IL GUARDASIGILLI MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 22 aprile 1955, registrato alla Corte dei conti in data 22 aprile 1955, con cui è stata nominata la Commissione giudicatrice per gli esami di avvocato, per l'anno 1955;

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione del magistrato Pepe dott. Marcello, componente effettivo di detta Commissione, il quale ha declinato l'incarico conferitogli, per giusti motivi;

Decreta:

Il dott. Bianchi d'Espinosa Luigi, consigliere di Corte d'appello in servizio alla Corte di cassazione, è nominato componente effettivo della Commissione per gli esami di avvocato, in sostituzione del magistrato Pepe dott. Marcello.

Roma, addì 3 maggio 1955

Il Ministro: DE PIETRO

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 maggio 1955
Registro n. 14 Grazia e giustizia, foglio n. 323. — FLAMMIA

(3056)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorsi per esami nei ruoli di gruppo A e B dell'Amministrazione centrale della pubblica istruzione e dei Provveditorati agli studi.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e le successive variazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e le successive variazioni;

Visto il regolamento per il personale dell'Amministrazione centrale della pubblica istruzione e dei Provveditorati agli studi, approvato con regio decreto 15 dicembre 1932, n. 1821;

Visto il decreto legislativo 27 marzo 1948, n. 267, concernente il riordinamento del ruolo organico del personale dell'Amministrazione centrale della pubblica istruzione;

Vista la legge 9 giugno 1950, n. 341, che ratifica, con modificazioni, il citato decreto legislativo 27 marzo 1948, n. 267;

Visto il decreto legislativo 8 aprile 1948, n. 454, concernente il riordinamento del ruolo organico del personale dei Provveditorati agli studi;

Vista la legge 5 aprile 1950, n. 190, che ratifica, con modificazioni, il citato decreto legislativo 8 aprile 1948, n. 454;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, con il quale vengono fissate le nuove norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Viste le note della Presidenza del Consiglio dei Ministri n. 1691/12106 del 31 gennaio 1955 e n. 7311/12106 del 4 aprile 1955;

Decreta:

Art. 1.

Sono indetti i seguenti concorsi per esami nei ruoli di gruppo *A* e *B* dell'Amministrazione centrale della pubblica istruzione e dei Provveditorati agli studi

Concorsi di gruppo A

1) concorso a cinquantuno posti di vice segretario in prova nel ruolo del personale di carriera amministrativa dell'Amministrazione centrale della pubblica istruzione;

2) concorso a sessantacinque posti di vice segretario in prova nel ruolo del personale di carriera amministrativa dei Provveditorati agli studi;

Concorso di gruppo B:

3) concorso a sessanta posti di vice ragioniere in prova nel ruolo del personale di carriera di ragioneria dei Provveditorati agli studi.

Art. 2.

Per l'ammissione ai concorsi di cui al precedente art. 1 è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

A) per l'ammissione ai concorsi di gruppo *A*, essere forniti della laurea in giurisprudenza o in lettere o in filosofia o in scienze politiche, sociali e amministrative; per l'ammissione al concorso di gruppo *B*, essere forniti del diploma di ragioniere e perito commerciale oppure di titolo di studio corrispondente a termini dei precedenti ordinamenti scolastici, conseguito in un istituto governativo o pareggiato;

B) aver compiuto, alla data del presente decreto, il 18° anno di età e non oltrepassato il 30°.

Il limite massimo di età è elevato di cinque anni:

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle colonie dell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

b) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato alle operazioni della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione anche in qualità di militarizzati o assimilati;

c) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico;

d) per i profughi dalle zone di confine e per i profughi dell'Africa italiana;

e) per i profughi dai territori esteri;

f) per i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra;

g) per gli addetti ad operazioni di bonifica da mine, prima del 24 maggio 1945, e per gli addetti, prima e dopo la stessa data, ad operazioni di rastrellamento o brillamento di ordigni esplosivi diversi dalle mine;

h) per coloro che hanno partecipato alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che durante il servizio militare abbiano riportato condanne, anche se per esse sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena, per delitti commessi sotto le armi.

Il limite massimo di età è poi elevato ad anni 39:

a) per gli ex-combattenti che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle colonie dell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, alle operazioni della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione, anche in qualità di assimilati o militarizzati, nonchè per i partigiani combattenti nella lotta di liberazione, qualora risultino decorati al valore militare o promossi per merito di guerra.

Sono esclusi dal beneficio predetto coloro che durante il servizio militare abbiano riportato condanne, anche se per esse sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena, per delitti commessi sotto le armi;

b) per i capi di famiglia numerosa di cui all'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n. 233, modificata dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267.

Tutti i detti limiti debbono riferirsi alla data del presente decreto e sono aumentati di due anni per gli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso e di un altro anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Tutti i cennati aumenti del limite di età sono cumulabili fra di loro, purchè complessivamente il candidato non superi il 45° anno di età.

Inoltre il limite massimo di età di anni 30 è elevato ad anni 45, ritenendosi, però, assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante:

a) per i mutilati o invalidi di guerra per fatti d'arme avvenuti in Africa orientale dal 16 gennaio 1935 o per le operazioni della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione, anche se in qualità di assimilati o militarizzati, per la lotta di liberazione, per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, per i mutilati o invalidi per servizio, per gli invalidi civili per fatti di guerra, a favore dei quali siano stati liquidati pensioni o assegni privilegiati di guerra che rientrino nelle prime otto categorie di pensione, nonchè per i mutilati o invalidi per azioni di terrorismo politico nei territori delle ex-colonie italiane.

Sono esclusi da tale beneficio gli invalidi della 9ª e 10ª categoria, ad eccezione di quelli contemplati nelle voci da 4 a 10 della categoria 9ª e da 3 a 6 della categoria 10ª della tabella allegato *A* al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, e nelle voci numeri 4, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 della tabella *B* del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491;

b) per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale;

c) per coloro che, alla data del 28 febbraio 1951, dipendevano dall'Ufficio nazionale statistico-economico dell'agricoltura;

d) per il personale dipendente dal soppresso Istituto per le relazioni culturali con l'estero. Per i funzionari dell'I.R.C.E. che prima della istituzione di detto Ente siano stati in servizio presso organizzazioni della Società delle Nazioni o presso l'Istituto italiano interuniversitario, il suddetto limite massimo di età di anni 45 si cumula con gli altri benefici previsti dalle norme in vigore in materia di limiti di età per la partecipazione ai concorsi.

Per i cittadini che furono colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del sopra indicato limite massimo di età, il periodo di tempo intercorso tra il 5 settembre 1938 e il 9 agosto 1944, di cui all'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, purchè, giusta quanto stabilisce l'art. 1 della legge 3 maggio 1950, n. 223, non si superi il 45° anno di età.

Nei confronti degli assistenti ordinari di università o di istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare e degli assistenti straordinari, volontari o incaricati, sia in attività sia cessati per ragioni di carattere non disciplinare, il limite massimo di età è aumentato, rispettivamente, di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente e di un periodo pari alla metà del servizio prestato.

La condizione del limite massimo di età non è richiesta per gli aspiranti che siano impiegati civili di ruolo dello Stato, per quelli appartenenti ai ruoli speciali transitori non-

chè per i sottufficiali del Ministero della difesa (Esercito, Marina, Aeronautica) cessati dal servizio ai sensi dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220;

C) essere cittadino italiano. Ai fini del presente decreto sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non appartenenti alla Repubblica, di cui al secondo comma dell'art. 1 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di apposito decreto del Capo dello Stato;

D) avere il godimento dei diritti politici o non essere incorso, qualora non si sia raggiunta la maggiore età, in nessuna delle cause che ne impediscano il possesso;

E) avere sempre tenuto regolare condotta morale e civile;

F) essere di sana e robusta costituzione fisica ed esente da difetti od imperfezioni che influiscano sul rendimento in servizio;

G) avere ottemperato alle leggi sul reclutamento militare.

I requisiti anzidetti devono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, stabilito dal seguente art. 3, ad eccezione del requisito della età, di cui gli aspiranti devono essere provvisti alla data del presente decreto, salvo quanto è previsto nei riguardi dei coniugati nella lettera *B*) del presente articolo.

Art. 3.

Le domande di ammissione ai concorsi, redatte su carta da bollo da L. 200, firmate dagli aspiranti di proprio pugno, debbono pervenire direttamente al Ministero della pubblica istruzione Direzione generale degli affari generali e del personale, entro il termine di novanta giorni, a contare dalla data del giorno successivo a quello di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Nelle domande gli aspiranti debbono dichiarare:

a) il nome, il cognome e la paternità;

b) la data ed il luogo di nascita. Gli aspiranti che abbiano superato i trenta anni ed abbiano diritto all'elevazione di tale limite di età perchè in possesso di uno dei titoli indicati nella lettera *B*) del precedente art. 2, sono tenuti a indicare tale titolo;

c) il possesso della cittadinanza italiana;

d) il Comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) le eventuali condanne penali riportate ed i procedimenti penali eventualmente pendenti a loro carico;

f) il titolo di studio;

g) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

h) il proprio domicilio e recapito;

i) di essere disposti, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi residenza, qualora si tratti di domande per l'ammissione ai concorsi di cui ai numeri 2) e 3) del precedente art. 1.

La firma che gli aspiranti appongono in calce alla domanda deve essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti stessi risiedono.

Per i dipendenti statali è sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Il candidato, qualora intenda partecipare a più di uno dei concorsi di cui all'art. 1, deve produrre distinte domande.

Non possono partecipare ai concorsi di cui all'art. 1 coloro che abbiano già preso parte a due precedenti concorsi per gli stessi impieghi senza conseguirvi l'idoneità.

L'ammissione al concorso può essere negata dal Ministro con suo decreto.

Art. 4.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale devono presentare o far parvenire al Ministero della pubblica istruzione Direzione generale degli affari generali e del personale, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data in cui avranno ricevuto il relativo invito, i documenti attestanti gli eventuali titoli che diano loro diritto, a norma delle disposizioni citate nell'art. 9 del presente decreto, ad avere la precedenza o la preferenza nelle nomine.

A tal fine, gli ex-combattenti della guerra 1915-18 devono presentare la dichiarazione di cui alla circolare n. 588 contenuta nella dispensa n. 60 del giornale militare ufficiale 1922, in carta bollata da L. 100.

Coloro, invece, che furono imbarcati su navi mercantili in sostituzione del servizio militare durante la guerra 1915-18 devono esibire l'apposito certificato rilasciato, in carta bollata da L. 100, dalle autorità marittime competenti.

Gli ex legionari fiumani devono produrre il foglio di congedo dell'ex Governo provvisorio di Fiume e la dichiarazione di aver appartenuto alla ex milizia fiumana. Tali documenti debbono essere rilasciati dall'ufficio stralcio dell'ex milizia fiumana, in carta bollata da L. 100.

Coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 devono presentare la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del giornale militare ufficiale 1937, in carta bollata da L. 100.

Gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione e della lotta di liberazione (partigiani combattenti), i militari e militarizzati che dopo il 14 settembre 1943 attraversarono le linee nemiche, i prigionieri delle Nazioni Unite, i prigionieri cooperatori al seguito delle Forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o in Giappone, i militari e militarizzati addetti alla bonifica dei campi minati, dragaggio mine ecc., di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con modificazione dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93, e i combattenti della guerra di liberazione nelle formazioni non regolari di cui al decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, devono produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa, in bollo da L. 100, di cui alla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare n. 202860/Od.6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina.

In luogo della dichiarazione integrativa di cui alla citata circolare n. 5000 dello Stato Maggiore dell'Esercito, i partigiani combattenti riconosciuti ai sensi del decreto legislativo 21 agosto 1945, n. 518, e coloro che abbiano partecipato ad operazioni della guerra di liberazione nelle formazioni non regolari di cui al decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, possono presentare, rispettivamente, la dichiarazione loro rilasciata dalle competenti Commissioni locali o dall'apposita Commissione costituita presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Gli ufficiali di complemento devono presentare una copia dello stato di servizio militare o, se appartenenti alla Marina militare, un estratto matricolare. Ciascun foglio di tali documenti deve essere munito di marca da bollo da L. 200 debitamente annullata.

I decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra ed i promossi di grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra devono produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione.

I reduci dalla deportazione o dall'internamento devono presentare apposita attestazione, in carta bollata da L. 100, rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27.

Coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali, devono presentare una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia, per lo stesso motivo, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale, devono dimostrare tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata, su carta da bollo da L. 100, dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza.

I candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali devono presentare un certificato in carta legale della competente autorità israelitica.

I mutilati e gli invalidi della guerra 1915-18, ovvero dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite o lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, nonchè i mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, e i mutilati e invalidi civili per fatti di guerra devono produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69, rilasciato dal Ministero del tesoro Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità, in carta da bollo da L. 100, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra e vidimata dalla

sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido.

I figli dei mutilati e degli invalidi di cui al precedente comma devono dimostrare la loro qualità mediante l'anzidetto certificato mod. 69 rilasciato a nome del loro padre oppure mediante un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni e in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, legalizzato dal prefetto.

I mutilati e gli invalidi per servizio devono comprovare tale loro qualità mediante un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dalla competente autorità, da cui risulti che, alle dirette dipendenze dello Stato o di enti locali territoriali e istituzionali, hanno contratto, in servizio e per causa di servizio militare o civile, debitamente riconosciuta, mutilazioni od infermità ascrivibili ad una delle categorie di cui alla tabella *A*, annessa alla legge 19 febbraio 1942, n. 137, e che è stata loro concessa la relativa pensione.

I figli dei mutilati e degli invalidi per servizio devono produrre un certificato analogo a quello indicato nel precedente comma, rilasciato a nome del loro padre, e i figli dei caduti per servizio devono comprovare tale loro qualità mediante un certificato attestante che il loro padre è morto per causa di servizio alle dirette dipendenze dello Stato o di enti locali territoriali e istituzionali.

Gli orfani dei caduti per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o per la guerra 1940-43 o per la guerra di liberazione o per la lotta di liberazione o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane e gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, devono presentare un certificato su carta da bollo da L. 100 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto.

Le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nel precedente comma, nonchè le madri, le mogli e le sorelle vedove o nubili dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra devono esibire un certificato, su carta bollata da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto.

I profughi dai territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, devono esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948), rilasciata in carta bollata da L. 100 dal prefetto della Provincia in cui risiedono o, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal Prefetto di Roma.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi da territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, devono presentare una attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno residenza, in carta bollata da L. 100.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia o dalla Somalia possono anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa Italiana.

I concorrenti già appartenenti al soppresso Ufficio nazionale statistico-economico dell'agricoltura (U.N.S.E.A.) devono produrre un certificato, su carta bollata da L. 100, da cui risulti che alla data del 28 febbraio 1951 erano alle dipendenze del predetto Ufficio.

I concorrenti già appartenenti al soppresso Istituto per le relazioni culturali con l'estero (I.R.C.E.) devono produrre un certificato, su carta bollata da L. 100, da cui risulti che alla data del 18 giugno 1953 erano alle dipendenze del predetto Istituto.

I sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili, devono produrre apposita attestazione, su carta bollata da L. 100, dell'autorità militare.

I coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole devono produrre lo stato di famiglia su carta bollata da L. 100, rilasciato in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto.

I capi di famiglia numerosa devono far risultare dallo stato di famiglia di cui al precedente comma che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi computando tra essi anche i figli caduti in guerra.

I candidati impiegati statali di ruolo e quelli già inquadrati nei ruoli speciali transitori delle Amministrazioni statali devono produrre una copia dello stato di servizio, con l'indicazione delle qualifiche riportate nell'ultimo quinquennio, rilasciata, su carta da bollo da L. 200, dal competente organo dell'Amministrazione dalla quale dipendono in data non anteriore a quella del presente decreto.

Art. 5.

La graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei è approvata con decreto Ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'assunzione all'impiego.

A tal fine, i concorrenti utilmente collocati nella graduatoria devono presentare o far pervenire al Ministero della pubblica istruzione Direzione generale degli affari generali e del personale, entro il termine perentorio di quarantacinque giorni dalla data in cui ricevono il relativo invito, i seguenti documenti di rito:

A) titolo di studio: diploma originale o copia notarile autentica, su carta bollata da L. 200, con la firma del notaio debitamente legalizzata dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio, del titolo di studio prescritto nel precedente art. 2 per l'ammissione a ciascuno dei concorsi contemplati nel presente decreto.

Quando il diploma non sia stato ancora rilasciato, è consentito di presentare in sua vece:

a) per i concorsi di gruppo *A* di cui all'art. 1 del presente decreto, il certificato-diploma, su carta da bollo da L. 100, contenente la dichiarazione di essere quello sostitutivo a tutti gli effetti del diploma sino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato, oppure un certificato di laurea, su carta da bollo da L. 100, contenente la dichiarazione che il diploma è in corso di compilazione;

b) per il concorso di gruppo *B* di cui all'art. 1 del presente decreto, il certificato provvisorio, su carta da bollo da L. 100, firmato dal capo dell'istituto e legalizzato dal provveditore agli studi, contenente la dichiarazione di essere quello sostitutivo a tutti gli effetti del diploma sino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato, oppure un certificato di studio, su carta da bollo da L. 100, firmato dal capo dello istituto e legalizzato dal provveditore agli studi, contenente la dichiarazione che il diploma è in corso di compilazione.

In caso di smarrimento o distruzione del diploma, il candidato deve presentare:

a) per i concorsi di gruppo *A* di cui all'art. 1 del presente decreto, il duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269;

b) per il concorso di gruppo *B* di cui all'art. 1 del presente decreto, il duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 99 del regio decreto 4 maggio 1925, n. 653.

I candidati che per partecipare ad altri concorsi indetti dal Ministero della pubblica istruzione o da altre Amministrazioni statali abbiano ivi presentato il titolo originale di studio, possono fare riferimento a tale documento. In tal caso essi devono indicare l'Amministrazione presso la quale trovasi il detto titolo originale, tutti gli estremi del concorso per il quale è stato prodotto ed esibire in luogo del titolo stesso:

a) per i concorsi di gruppo *A* di cui all'art. 1 del presente decreto, un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Università presso la quale il titolo è stato conseguito;

b) per il concorso di gruppo *B* di cui all'art. 1 del presente decreto, un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Istituto presso il quale il titolo è stato conseguito e legalizzato dal provveditore agli studi;

B) estratto (non è ammesso il certificato) dell'atto di nascita, rilasciato su carta da bollo da L. 100, da cui risulti che l'aspirante alla data del presente decreto abbia compiuto 18 anni e non oltrepassato il limite massimo di età stabilito dal precedente art. 2.

Tale documento deve essere rilasciato dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine, legalizzato dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio se il candidato è nato nel territorio della Repubblica ovvero, se nato all'estero, sia già avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri di stato civile di un Comune italiano.

Qualora detta trascrizione non sia stata ancora eseguita, i candidati nati all'estero possono produrre un certificato dell'autorità consolare.

I concorrenti che abbiano superato i trenta anni ed abbiano diritto all'elevazione di tale limite di età perchè in possesso di uno dei titoli indicati nell'art. 2, lettera B), devono altresì presentare il relativo documento prescritto nell'art. 4, salvo che non vi abbiano già provveduto per i fini ivi considerati;

C) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 100, rilasciato, in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto, dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine e legalizzato nel primo caso dal prefetto e nell'altro dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

D) certificato di buona condotta morale e civile su carta da bollo da L. 100, rilasciato, in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto, dal sindaco del Comune dove il candidato risiede da almeno un anno, legalizzato dal prefetto. In caso di residenza per un tempo minore occorre altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni dove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno, con la prescritta legalizzazione;

E) certificato di godimento dei diritti politici su carta da bollo da L. 100, rilasciato in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto, dal sindaco del Comune di origine o di residenza e legalizzato dal prefetto. Per i minori di anni 21 il certificato, la cui esibizione in ogni caso è obbligatoria, deve contenere la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, impediscano il possesso dei diritti politici stessi;

F) certificato generale del casellario giudiziale su carta bollata da L. 200, rilasciato, in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto, dal segretario della procura della Repubblica e legalizzato dal procuratore della Repubblica. Tale documento non può essere sostituito con il certificato penale;

G) certificato su carta bollata da L. 100, rilasciato, in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto, da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario o medico condotto del Comune, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione ed è esente da difetti od imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio. Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione e indicare se la imperfezione stessa menomi l'attitudine all'impiego al quale concorre.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza dell'aspirante e contenere, ai sensi, rispettivamente, dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375, e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura ed il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesca di pregiudizio alla salute ed all'incolumità dei compagni di lavoro od alla sicurezza degli impianti.

Il certificato medico deve essere legalizzato dalle superiori autorità militari se rilasciato dal medico militare, dal prefetto se rilasciato dal medico provinciale, vistato dal sindaco e legalizzato dal prefetto se rilasciato dall'ufficiale sanitario o dal medico condotto.

I candidati possono essere sottoposti a visita medica di un sanitario di fiducia dell'Amministrazione qualora lo si renda necessario;

H) documento militare:

1) per i candidati che abbiano già prestato servizio militare: copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali), ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa), in bollo da L. 200, rilasciato dall'autorità militare competente.

Anche i candidati che siano stati riformati dopo la loro presentazione alle armi sono tenuti a produrre uno dei suddetti documenti;

2) per i candidati che siano stati dichiarati « abili arruolati » dal competente Consiglio di leva ma che per qualsiasi motivo non abbiano ancora prestato o non debbano prestare servizio militare:

a) se assegnati in forza ai distretti militari (Esercito e Aeronautica): copia o estratto del foglio matricolare militare in bollo da L. 200, rilasciati dal distretto militare competente;

b) se assegnati in forza alle Capitanerie di porto: certificato di esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dalla Capitaneria di porto competente.

I documenti sopra indicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo;

3) per i candidati che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal competente Consiglio di leva

a) se il giudizio è stato adottato dal Consiglio di leva presso il Comune di origine o di residenza (candidati assegnati alle liste di leva terrestre): certificato di esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco, la cui firma deve essere legalizzata dal prefetto, e contenente il visto di conferma del commissario di leva;

b) se il giudizio è stato adottato presso una Capitaneria di porto (candidati assegnati alla lista di leva marittima): certificato di esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante di porto;

4) per i candidati infine che non siano stati ancora sottoposti al giudizio del Consiglio di leva: certificato di iscrizione nelle liste di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco, la cui firma deve essere legalizzata dal prefetto, se il candidato è stato assegnato alle liste di leva terrestri ovvero analogo certificato, rilasciato dalla Capitaneria di porto, se l'aspirante è stato assegnato alla lista di leva marittima.

I candidati impiegati statali di ruolo e quelli già inquadrati nei ruoli speciali transitori delle Amministrazioni statali possono limitarsi a produrre i documenti di cui alle lettere A) e G) del presente articolo (titolo di studio e certificato medico), ma in tal caso sono tenuti a produrre la copia integrale dello stato di servizio civile previsto dall'art. 4, salvo che non l'abbiano già presentata per i fini ivi considerati.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva od in carriera continuativa (ufficiali in servizio di prima nomina, sottufficiali e militari di truppa) e quelli in servizio di polizia quali appartenenti al Corpo delle guardie di pubblica sicurezza possono presentare soltanto i seguenti documenti

1) titolo di studio;

2) estratto dell'atto di nascita;

3) certificato generale del casellario giudiziale;

4) un certificato rilasciato su carta bollata da L. 100 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella B allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 192, purchè esibiscano un certificato di povertà ovvero dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

La legalizzazione delle firme non occorre per i certificati rilasciati dalle autorità residenti in Roma e negli altri casi previsti dalla legge 3 dicembre 1942, n. 1700.

Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti a questa o ad altre Amministrazioni o ad altri Enti a qualsiasi titolo, salvo quanto previsto nel presente articolo sotto la lettera A) per il titolo di studio.

Tuttavia i profughi dai territori di confine hanno facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri uffici pubblici o ad atti ivi esistenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e le posizioni di fatto da comprovare. In tal caso però devono essere prodotte, con l'osservanza dei termini previsti nel precedente art. 4 e nel presente articolo, copie autentiche dei detti documenti ed atti rilasciati dai menzionati uffici, a norma dell'art. 3 del decreto legislativo 24 febbraio 1947, n. 60.

I profughi anzidetti hanno altresì facoltà di avvalersi di documenti diversi da quelli richiesti nel presente decreto, semprechè questi siano riconosciuti idonei dall'Amministrazione.

Art. 6.

Le domande e i documenti che saranno presentati o perverranno al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale degli affari generali e del personale, dopo i termini rispettivamente stabiliti negli articoli 3, 4 e 5 del presente decreto, non saranno presi in considerazione, anche se spediti per posta o con qualsiasi altro mezzo entro i termini medesimi.

Art. 7.

Le prove scritte e la prova orale di ciascun concorso hanno luogo in Roma.

Le prove scritte si svolgono nei giorni e nei locali che vengono indicati con apposito avviso, il quale è pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel bollettino ufficiale (parte II) del Ministero della pubblica istruzione e nell'albo del Ministero stesso.

Per sostenere le prove scritte ed orali i candidati devono essere muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente, applicata su carta da bollo, con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio. Il bollo è di L. 100 se l'autenticazione è fatta dal sindaco e di L. 200 se fatta da un notaio. La firma del sindaco deve essere legalizzata dal prefetto e quella del notaio dal presidente del Tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

b) libretto ferroviario personale, se il candidato è dipendente di ruolo o non di ruolo da una Amministrazione statale;

c) tessera postale;

d) porto d'armi;

e) patente automobilistica;

f) passaporto.

Art. 8.

L'esame di ciascuno dei concorsi di gruppo *A* di cui al precedente art. 1 consta di tre prove scritte e di una prova orale.

Le tre prove scritte vertono:

a) su un tema di diritto civile;

b) su un tema di diritto amministrativo e di diritto costituzionale;

c) su un tema di cultura storica e letteraria.

Ai concorrenti sono assegnate otto ore per ciascuna prova scritta.

La prova orale per ciascuno degli stessi concorsi ha per oggetto le seguenti materie:

a) diritto civile, diritto amministrativo, diritto costituzionale e nozioni di diritto sindacale e del lavoro;

b) economia politica e scienza delle finanze;

c) nozioni sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato;

d) nozioni sulla legislazione concernente le varie materie di competenza dell'Amministrazione della pubblica istruzione nonchè l'ordinamento dei vari servizi dell'Amministrazione stessa.

La Commissione giudicatrice ha facoltà di interrogare i concorrenti sugli argomenti da essi trattati nelle prove scritte.

L'esame di concorso di gruppo *B* di cui al precedente art. 1 consta di tre prove scritte e di una prova orale.

Sono materie delle prove scritte:

a) elementi di diritto civile, amministrativo, costituzionale e commerciale;

b) elementi di scienza delle finanze e di economia politica;

c) ragioneria e contabilità di Stato.

Ai concorrenti sono assegnate otto ore per ciascuna prova scritta.

La prova orale ha per oggetto:

a) materie delle prove scritte;

b) diritto sindacale e del lavoro;

c) nozioni sui vari servizi di competenza dell'Amministrazione della pubblica istruzione, con particolare riguardo a quelli dei Provveditorati agli studi.

La Commissione giudicatrice ha facoltà di interrogare i concorrenti sugli argomenti da essi trattati nelle prove scritte.

Art. 9.

La graduatoria generale di merito di ciascun concorso, da pubblicarsi nel bollettino ufficiale del Ministero, è formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva e quella dei vincitori con l'osservanza delle disposizioni in vigore che prevedono riserve di posti.

A tal fine per l'assegnazione dei posti agli idonei invalidi della guerra 1915-18 ovvero dei fatti d'arme, per la difesa delle colonie dell'Africa orientale e della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite o lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato o invalidi civili per fatti di guerra o invalidi per servizio militare o civile, agli idonei combattenti della guerra 1915-18 o legionari fiumani, agli idonei che abbiano partecipato alle operazioni militari svoltesi dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 nelle colonie dell'Africa orientale, agli idonei combattenti ed assimilati della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o cittadini deportati dal nemico o profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia e dalla Somalia ovvero profughi dai territori sui quali è cessato, in seguito al trattato di pace, la sovranità dello Stato italiano o profughi dai territori esteri e da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, agli idonei capi di famiglia numerosa, agli idonei orfani dei caduti per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi nella difesa delle colonie dell'Africa orientale o per la guerra 1940-43 o per la guerra di liberazione o per la lotta di liberazione o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato o orfani dei caduti civili per fatti di guerra o dei caduti per servizio militare o civile o figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, si osservano le disposizioni contenute nell'art. 13 del regio decreto 3 gennaio 1926, n. 48, nel regio decreto-legge 30 ottobre 1924, n. 1842, nella legge 26 luglio 1929, n. 1397, nei regi decreti-legge 2 dicembre 1935, n. 2111, e 2 giugno 1936, n. 1172, nelle leggi 20 marzo 1940, n. 233, e 25 settembre 1940, n. 1458, nel regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868, nel decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, nel decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1815, nei decreti legislativi 2 marzo 1948, n. 135, 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni, dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93, nel decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, nelle leggi 19 agosto 1948, n. 1180, 3 giugno 1950, n. 375, 15 luglio 1950, n. 539, 24 luglio 1951, n. 660, 1° ottobre 1950, n. 1140, 4 marzo 1952, n. 137, 23 marzo 1952, n. 207 e 24 febbraio 1953, n. 142.

A parità di merito si osservano le disposizioni dell'art. 21 del regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, successivamente modificato dal regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, dalla legge 20 marzo 1940, n. 233, dal decreto legislativo luogotenenziale 19 ottobre 1944, n. 301, dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 luglio 1947, n. 800, dal decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, e dalla legge 15 luglio 1950, n. 539.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 7 aprile 1955

Il Ministro ERMINI

Registrato alla Corte dei conti addì 25 maggio 1955
Registro n. 30, foglio n. 317

(3060)

Sessioni di esami di abilitazione alla libera docenza per l'anno 1955 (Ordinanza suppletiva)

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, e successive modificazioni;

Veduta la legge 26 marzo 1953, n. 188, con la quale sono state dettate disposizioni sugli esami di abilitazione alla libera docenza;

Veduta la legge 11 giugno 1954, n. 357;

Veduta la legge 5 gennaio 1955, n. 11;

Veduta la propria ordinanza 21 febbraio 1955, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 59 del 12 marzo 1955, con la quale

è stata indetta la sessione dell'anno 1955 per gli esami di abilitazione alla libera docenza nelle Università ed Istituti di istruzione superiore;

Veduta la propria ordinanza 4 maggio 1955, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 106 del 9 maggio 1955, con la quale sono stati prorogati al 30 giugno 1955 i termini per l'inoltro al Ministero delle domande di partecipazione agli esami di abilitazione alla libera docenza della sessione dell'anno 1955;

Veduto l'elenco, unito all'ordinanza del 21 febbraio 1955, nel quale sono indicate le discipline in relazione alle quali sono indetti gli esami di abilitazione, ed in cui è altresì indicato il numero massimo delle abilitazioni che possono concedersi per ciascuna disciplina;

Sentita la sezione 1ª del Consiglio superiore della pubblica istruzione sull'opportunità di includere nell'anzidetto elenco alcune altre discipline;

Ritenuta l'opportunità di far luogo all'aumento del numero massimo delle abilitazioni da conferire in « diritto processuale civile »;

Dispone:

Art. 1.

All'elenco delle discipline, in relazione alle quali sono indetti gli esami di abilitazione alla libera docenza per l'anno 1955, elenco annesso all'ordinanza 21 febbraio 1955, sono aggiunte le seguenti discipline dei gruppi contrassegnati dalle lettere *C*), *D*), *E*), *L*):

Discipline	Numero massimo delle abilitazioni
C)	
28-*bis*. Paletnologia	2
31-*bis*. Storia della Chiesa	2
48-*bis*. Americanistica	1
D)	
39-*bis*. Psichiatria	4
39-*ter*. Semeiotica chirurgica	12
E)	
20-*bis*. Fisiologia vegetale	5
L)	
2-*bis*. Farmacologia	2

Art. 2.

A modifica di quanto indicato nell'elenco unito all'ordinanza 21 febbraio 1955, per il « diritto processuale civile » il numero massimo delle abilitazioni da conferire per la sessione dell'anno 1955 resta fissato in *due*.

Art. 3.

Coloro che intendano sostenere gli esami di abilitazione alla libera docenza nelle discipline di cui all'art. 1 della presente ordinanza nonchè in « diritto processuale civile » sono tenuti a farne pervenire domanda al Ministero della pubblica istruzione Direzione generale istruzione superiore Div. I, entro e non oltre il 30 agosto 1955.

Le domande dovranno essere corredate dei documenti di cui all'art. 3 dell'ordinanza 21 febbraio 1955.

Nulla è innovato circa il termine entro il quale dovranno essere inoltrate a questo Ministero le domande di partecipazione agli esami di abilitazione alla libera docenza per tutte le materie di cui all'elenco unito all'ordinanza del 21 febbraio 1955 ad eccezione del « diritto processuale civile ». Tale termine, ai sensi dell'art. 2 dell'ordinanza 4 maggio 1955, rimane fissato al 30 giugno 1955.

Art. 4.

Entro il successivo termine che sarà reso noto mediante ordinanza da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale*, i candidati agli esami di abilitazione alla libera docenza per le discipline di cui all'art. 1 della presente ordinanza, dovranno far pervenire al Ministero ed a ciascun componente la Commissione giudicatrice una serie delle pubblicazioni che riterranno di presentare insieme con un elenco delle pubblicazioni stesse ed un « curriculum » della propria attività didattica e scientifica.

Della presente ordinanza, che sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale*, i rettori delle Università ed i direttori degli Istituti d'istruzione superiore cureranno la divulgazione con apposito avviso all'albo dell'Ateneo ed in ogni altro modo che riterranno opportuno.

Roma, addì 4 giugno 1955

Il Ministro: ERMINI

(3061)

MINISTERO DELLE FINANZE

Avviso di rettifica

Nella *Gazzetta Ufficiale* n. 117 del 23 maggio 1955, ove è riportato il decreto Ministeriale 18 aprile 1955 con il quale venne approvata la graduatoria di merito del concorso a ottantacinque posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* del personale provinciale delle Dogane, indetto con decreto Ministeriale 31 marzo 1953, si sono riscontrati i seguenti errori, che si rettificano come segue:

1) alla pagina 1771, colonna 2, in luogo di : orfano « di » servizio (riferito al candidato di cui al n. 136 della graduatoria di merito, Capitanio Vincenzo), leggasi : orfano « per » servizio;

2) alla pagina 1772, colonna 1, in luogo di: « Di Pietro » (candidato di cui al n. 56 della graduatoria dei vincitori), leggasi: « Di Pietto »;

3) alla pagina 1772, colonna 2, la data di registrazione alla Corte dei conti, in luogo di: « 14 » maggio 1955, leggasi: « 13 » (tredici) maggio 1955.

(3057)

PREFETTURA DI REGGIO EMILIA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Reggio Emilia.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI REGGIO EMILIA

Visto il proprio decreto di pari numero in data 21 marzo 1955, con cui sono state attribuite ai vincitori del relativo concorso, secondo l'ordine di graduatoria, le otto condotte mediche vacanti nella Provincia al 30 novembre 1952;

Preso atto della lettera del 17 maggio 1955, con la quale il dott. Orazio Santini, vincitore della 2ª condotta di Baiso, ha rinunciato al posto attribuitogli;

Ritenuto necessario attribuire la predetta 2ª condotta di Baiso, rimasta vacante, al candidato che segue in graduatoria, in relazione alle preferenze indicate dai concorrenti nella domanda di ammissione al concorso;

Visti gli articoli 26 e 55 del regolamento, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Rossi Giuseppe è dichiarato vincitore della 2ª condotta di Baiso.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Reggio Emilia, addì 24 maggio 1955

Il prefetto: NICOSIA

(2947)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.